

L'internationalisme et son renouveau à l'heure de la mondialisation

mercredi 10 décembre 2008, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 10 décembre 2008).

Sommaire

- [Les années 1960-1970](#)
- [Les années 1990-2000](#)
- [A l'heure de la crise financière](#)

Quand le premier numéro de *Viento Sur* est paru en 1992, l'enthousiasme internationaliste de la décennie 1965-1975 était retombé. L'impérialisme avait réussi à reprendre l'offensive, après la défaite majeure qu'il avait subie au Vietnam. C'est la crise du mal nommé « camp socialiste » qui lui avait permis de le faire — l'acuité du conflit sino-soviétique avait attisé les feux de la guerre sino-indochinoise de 1978-79 [1] et prélué à l'implosion du bloc soviétique une dizaine d'années plus tard. Ces convulsions bureaucratiques ont beaucoup contribué à la perte de perspective et à la fragmentation des combats politiques et sociaux dans le monde. Cependant, en 1992, sans que nous le sachions encore, nous nous trouvions déjà à la veille d'un véritable réveil internationaliste.

La mondialisation capitaliste a pleinement pris son envol après la chute du Mur de Berlin en 1989. La violence des contre-réformes néolibérales s'est très rapidement faite sentir, suscitant tout un éventail de résistances, la naissance de « nouveaux mouvements sociaux » et de premières ripostes massives - comme en France la grande grève des services publics de novembre-décembre 1995.

Sur le plan international, 1996 représente de ce point de vue une année « pivot ». Au Mexique, l'appel des zapatistes à une « conférence intergalactique » a connu un très grand écho. En France, le G7 de Lyon a été l'occasion de convergences inédites entre les mouvements de solidarité Nord-Sud, traditionnellement mobilisés à l'occasion de tels sommets, et le mouvement syndical ou social. Sous diverses formes, l'altermondialisme a commencé à naître sur plusieurs continents à la fois. Il s'est imposé avec le blocus victorieux de la réunion de l'OMC à Seattle en décembre 1999. Il a débouché en janvier 2001, soit à peine un an plus tard, sur le premier Forum social mondial de Porto Alegre.

Tout a donc été très vite. A l'heure de la crise financière mondiale, de la crise écologique planétaire ou des crises alimentaires, qui doute encore de la nécessité d'agir et de porter des alternatives à l'échelle internationale ? Pour citer Michael Löwy : « *Entre le cosmopolitisme marchand du capital et les particularismes xénophobes, il est possible de refonder l'internationalisme, par la convergence entre une tradition socialiste rénovée et les aspirations humanistes des nouveaux mouvements sociaux.* » [2]

L'aspiration internationaliste est de nouveau prégnante. Il ne s'agit pourtant pas d'un simple retour aux années 1970. Qu'y a-t-il donc de commun et de différent entre la dynamique internationaliste d'alors et d'aujourd'hui ?

Dans les deux cas, au milieu des années soixante puis des années quatre-vingt dix, la nouvelle vague de mobilisations s'est d'emblée affirmée internationale et a rapidement pris forme. Dans les deux

cas aussi, elle répondait à une violente offensive impérialiste symbolisée hier par l'escalade militaire US en Indochine et aujourd'hui l'imposition des politiques néolibérales dans le monde entier. Dans les deux cas toujours, pendant quelques années, le mouvement s'est élargi et s'est radicalisé en même temps - une combinaison dynamique rare que l'on n'a pas connue, à cette échelle du moins, durant les deux décennies « intercalaires », 75-95. Dans les deux cas enfin, les mobilisations ont atteint un palier au bout de cinq à dix ans, se heurtant à des échéances politiques auxquelles elles avaient -et ont- bien du mal à répondre.

Dans les deux cas donc, toute une génération militante a vécu à l'échelle internationale une « expérience historique collective » qui a marqué sa (ou ses) vision du monde, sa (ou ses) conception de l'internationalisme. A trente ans d'écart, ces « visions du monde » d'hier et d'aujourd'hui s'avèrent très différentes l'une de l'autre. Disons brièvement que le cadre géopolitique des mobilisations sociales était beaucoup plus « divisé » (du fait de l'existence du bloc soviétique) dans les années 60-70 qu'aujourd'hui. En revanche, l'horizon idéologique des mobilisations était alors plus partagé.

L'internationalisme a de solides fondements objectifs, plongeant dans l'organisation du marché mondial et l'interdépendance des ensembles régionaux. Ce n'est pas une simple utopie imaginée. Au regard des objectifs de transformation sociale poursuivis par les mouvements révolutionnaires, il s'impose (ou devrait s'imposer) comme une nécessité, une dimension indispensable de leur combat. [3] Mais l'internationalisme est un engagement subjectif avant d'être une orientation politique. Il s'exprime sous des formes variées en fonction des périodes et/ou des courants. Il a une histoire.

On s'en tiendra, pour illustrer ce propos, à comparer les années 1960-1970 aux années 1990-2000. [4] Il est évidemment aléatoire de vouloir analyser en termes simples des réalités très complexes ou de prétendre décrire la façon dont une génération politique (nécessairement hétérogène) vit ses combats. Essayons quand même, pour mieux cerner les difficultés auxquelles se heurte aujourd'hui le combat internationaliste, les nouveaux obstacles à surmonter.

Les années 1960-1970

Le monde des années 60-70 était bel et bien divisé en trois : les pays impérialistes (capitalistes développés), les sociétés de transition non capitalistes (lesdits « pays socialistes ») et le tiers monde (pays dominés). L'internationalisme était une aspiration à la *convergence* des luttes menées dans ces trois secteurs - de luttes perçues donc comme *différentes* vu qu'elles s'engageaient dans des contextes variés. Les mots d'ordre communs étaient tournés *contre* l'impérialisme, et en particulier contre l'escalade militaire US en Indochine. Sinon, ils affirmaient souvent l'unité *régionale* des luttes : en Europe (« de Londres à Paris, Budapest et Berlin » : pour l'« Europe rouge »), en Amérique latine avec notamment la création de l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (OLAS), au Moyen-Orient avec la naissance de partis nationaliste pan-arabes... D'autres d'initiatives affichaient les solidarités propres à l'ensemble du tiers monde, telle la Conférence tricontinentale à Cuba en 1966 qui fonde l'Organisation de Solidarité avec les Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine (OSPAAAL)...

La radicalisation étudiante transcendait dans une certaine mesure ces divisions géopolitiques : des étudiants du Mai 68 français pouvaient ainsi se reconnaître dans le soulèvement des campus américains contre la sale guerre US en Indochine aussi bien que dans celui des étudiants thaïlandais lors du renversement de la dictature militaire en 1973. Des liens générationnels se sont tissés qui ont facilité la mise en place de réseaux de solidarité : protection de conscrits américains déserteurs au

Canada ou en Allemagne, réseaux transpyrénéens pour aider les organisations luttant contre la dictature franquiste, accueil de militants thaïlandais en route pour rejoindre les maquis du PCT après le sanglant coup d'Etat de 1976...

Cependant, le trait dominant à l'époque était que chacun dans « sa » région se solidarisait avec le combat des autres. Les clivages politico-idéologiques reflétaient cette réalité. La Quatrième Internationale théorise les convergences en une formule : la « *dialectique des trois secteurs de la révolution* » : révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés, révolution permanente dans les pays dominés, révolution « politique » (anti-bureaucratique) à l'Est. L'année 1968 symbolise cette « dialectique » mondiale où chaque processus révolutionnaire contribue à dynamiser l'ensemble, avec l'offensive du Têt au Vietnam, les barricades étudiantes et la grande grève générale du Mai français, le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie.

Divers courants se sont en revanche situés dans une problématique « campiste » (en se rangeant dans un « camp » mondial, un « bloc ») ou plus exclusivement « tiersmondiste ». Les PC pro-Moscou sont pour l'essentiel restés dépendants de l'URSS. Les nouvelles organisations maoïstes se sont réclamées de la Chine puis, pour certaines d'entre elles, de l'Albanie. D'autres mouvements se sont avant tout identifiés aux luttes de libération internationales en cours dans les pays du Sud.

Nombreux sont donc les courants qui n'accordaient pas la même importance que la Quatrième Internationale à la convergence des luttes dans les « trois secteurs » de la révolution. Mais tous, ou presque, étaient convaincus qu'une épreuve de force majeure était engagée au Vietnam ; une épreuve de force de portée véritablement mondiale [5]. C'est cette perception, fondée dans la réalité géopolitique de l'époque, que l'on retrouve dans l'appel de Che Guevara à la Tricontinentale : « *Créer deux, trois, de nombreux Vietnams* » pour briser l'isolement des peuples indochinois face à la machine de guerre impérialiste : la solidarité jusqu'à l'engagement commun pour l'extension du combat révolutionnaire. [6]

L'actualité mondiale était dominée par la guerre - guerre impérialiste ou guerre révolutionnaire - avec l'Indochine pour point focal. Les réflexions et polémiques politiques portaient en conséquence souvent sur la question de la lutte armée : guerre populaire prolongée, *focos*, guérilla urbaine, insurrection et leurs possibles combinaisons. L'internationalisme à l'époque était de facture anti-impérialiste et révolutionnaire, du moins pour les courants radicaux.

Le marxisme était une référence majoritairement partagée et le socialisme était reconnu comme l'horizon commun des luttes partout engagées - au point que parfois, des mouvements qui n'étaient ni marxistes ni socialistes prétendaient néanmoins l'être. Cet horizon commun offrait un puissant facteur subjectif d'unité entre des combats par ailleurs très différenciés - alors que la violence de l'offensive militaire impérialiste constituait un puissant facteur objectif justifiant la nécessité des convergences solidaires.

Les années 1990-2000

Par bien des aspects, la situation est aujourd'hui l'inverse de ce qu'elle était il y a quarante ans. La guerre est toujours là, mais l'actualité mondiale depuis le début des années 90 est dominée par la mondialisation économique et ses conséquences sociales. Les « camps » ont disparu avec l'implosion de l'URSS. Le tiers monde affiche sa diversité plus que son unité : les pays du BRIC (Brésil, Inde, Chine) font cavaliers seuls au point qu'en décembre 2005 à Hongkong, lors des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le gouvernement brésilien a abandonné en rase campagne les pays « en voie de développement » qu'il était censé représenter. Les références, les identités et les clivages ne sont plus les mêmes.

Les organisations qui symbolisent l'internationalisme renaissant des années 1990 sont très différentes des mouvements des années 1960 : l'internationale paysanne de Via Campesina née en 1993, les Marches européennes contre le chômage (1996), la Marche mondiale des Femmes (1998), Jubilé Sud (2001) contre la dette du tiers monde, la mise en réseau des associations Attac opposées à la dictature des marchés financiers, les liens tissés par No Vox de la France au Japon entre des mouvements de « sans » (de sans logis en particulier), la multiplication des collectifs de migrants... Les manifestations contre les sommets intergouvernementaux, les institutions financières ou l'OMC testent de nouvelles formes de mobilisation. Les forums sociaux ouvrent des espaces inédits de convergences militantes.

Des cadres expérimentés qui ont fait leurs premières armes dans les années 1960-1970 ont souvent joué un rôle très actif dans le lancement de ces mouvements, réseaux internationaux, contre-sommets et forums. Ils transmettent un savoir faire. Mais le dynamisme de l'altermondialisme est dans une large mesure dû à l'entrée en lice d'une nouvelle génération militante. Il peut être simplificateur d'identifier l'internationalisme des années 1990 à l'altermondialisme - un terme récusé par certains. Il est utilisé ici comme un synonyme de « Mouvement de Justice Global », un nom plus largement utilisé en anglais, et comme un « marqueur » d'une vision contemporaine du monde.

L'envol de l'altermondialisme répond aux spécificités de la mondialisation néolibérale. Pour la première fois, les mêmes institutions centrales (G7 ou 8, Banque mondiale, FMI, OMC) imposent les mêmes politiques dans le monde entier. Chaque pays, chaque région connaissait auparavant des modalités particulières de domination capitalistes produit d'une histoire concrète, modelée par les luttes sociales : « compromis historique » en Europe, clientélisme redistributif en Afrique, populismes en Amérique latine, dirigisme étatique en Asie... Le capital financier voudrait dorénavant régner de façon uniforme sur l'ensemble de la planète. Un rêve de possédant à la fois inatteignable, porteur de crises répétées et terriblement destructeur.

Après la désintégration de l'URSS, la mondialisation capitaliste a profondément modifié l'articulation des « flux » de solidarité. La plupart des « flux » antérieurs gardent leur pertinence et n'ont pas disparu : solidarités Nord-Sud en faveur des populations des pays dominés, résistance aux guerres impérialistes et aux tentatives de déstabilisation des régimes qui s'opposent à Washington (aujourd'hui, en Amérique latine), campagnes de défense des victimes de la répression... Mais les solidarités Sud-Sud se sont développées. Surtout, le *sentiment d'une communauté immédiate de combat* dans toutes les régions du monde s'est renforcé. Contre les privatisations, le démantèlement des services publics, les faveurs faites à l'agro-industrie, la remise en cause des droits sociaux... des luttes se mènent au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest sur des mots d'ordre souvent très proches. Cela n'avait jamais été à ce point le cas dans le passé.

Il est par exemple très significatif qu'une organisation comme Via Campesina soit implantée au Nord comme au Sud. Aujourd'hui, on ne se solidarise pas seulement avec « l'autre », on s'engage ensemble dans les mêmes résistances contre les mêmes politiques. La communauté de sort n'est plus seulement inscrite à l'horizon des luttes, mais dans leur présent. De plus, la mondialisation néolibérale ne rapproche pas uniquement les différentes parties du monde (sans effacer pour autant les inégalités géopolitiques, faut-il le rappeler ?). Elle rapproche aussi des terrains de luttes très variés (sociaux, écologiques, culturels...). Les politiques néolibérales visent en effet à la marchandisation ultime de tous les rapports sociaux. Toutes les résistances se retrouvant dans une commune opposition à la dictature marchande, de *nouvelles dynamiques de convergences* sont apparues. Les forums sociaux sont ainsi devenus des *espaces de convergences*.

Reflétant tout à la fois le changement de période et de génération, l'internationalisme a pris un visage neuf. L'altermondialisme qui se forge au cours des années 1990 est un recommencement. Il a

du mal à se reconnaître dans les mots d'antan. L'aspiration à un « autre monde » exprime une radicalité –elle porte une critique systémique et non seulement pointilliste du capitalisme. Mais elle a bien du mal à nommer cet autre monde : socialisme, écosocialisme, démocratie socialiste, société autogestionnaire, société soutenable, justice sociale et écologique... On se réfugie dans les pluriels modernes en parlant d'alternatives faute de pouvoir mieux définir l'alternative globale. D'autres expériences historiques sont encore nécessaires pour clarifier les perspectives et faire que certains mots redeviennent de véritables « biens communs ». De ce point de vue, l'altermondialisme n'est qu'un début.

Bien entendu, on fait toujours du neuf avec du vieux. L'héritage passé pèse, pour le meilleur et pour le pire. Diverses traditions antérieures de solidarité se sont réinvesties dans l'altermondialisme qui leur a offert un creuset commun : soutien à la décolonisation, solidarités ouvrières, antimilitarisme, combat démocratique pour les droits humains... Les « anciennes » organisations, comme les syndicats ou les partis politiques, n'ont pas disparu, loin s'en faut, même s'ils n'occupent plus une place aussi centrale qu'auparavant. Durant les années « intercalaires » de recul du mouvement social, les agences de financements et les grosses ONG sont devenues des acteurs en soi. En plus d'une occasion, l'humanitaire s'est compromis avec le militaire à l'occasion des nouvelles « guerres saintes » engagées par les puissances occidentales [7]. Des pratiques trop routinières de collaborations entre pouvoirs publics, monde associatif et syndical ont érodées ce que nous appelions le sens de « l'indépendance de classe ». Du fait des démobilisations politiques des années 1980, les leçons du stalinisme et de la gestion social-démocrate du capitalisme n'ont pas pu être collectivement tirée – ils ont cependant tous deux provoqué suffisamment de rejet pour fonder la recherche d'une autre voie à gauche.

La conscience internationaliste est aujourd'hui encore marquée par ces héritages complexes. Mais le chemin parcouru n'en est pas moins impressionnant : extension planétaire des forums sociaux, mobilisations altermondialiste et antiguerre atteignant parfois les centaines de milliers (voir les millions), multiplication des réseaux internationaux comme pour économistes radicaux, les mouvements sociaux, l'éducation, et bien d'autres terrains d'action...

A l'heure de la crise financière...

Quel impact l'actuelle crise financière, économique et sociale aura-t-elle sur les dynamiques internationalistes et sur le mouvement altermondialiste ?

Les premières réponses à la crise permettent de mesurer à quel point une décennie altermondialiste a permis de développer une expérience et une réflexion commune impliquant une grande variété de mouvements. L'appel de Pékin du 15 octobre 2008 a été préparé en seulement deux soirées, à l'occasion du septième Forum populaire Asie-Europe, mais il a permis de regrouper « à chaud » un premier éventail d'objectifs et d'éléments de programme alternatif, de revendications transitoires adaptées au contexte présent [8]. Quelques jours plus tôt, la Déclaration de Caracas avait fait de même [9]. Depuis, les appels à la riposte se sont multipliés.

Cependant, dans un premier temps, l'impact de la crise sera probablement contradictoire. Révélant l'incurie capitaliste, elle provoque dans la population une profonde colère porteuse de révolte, mais elle fait aussi peur : en l'absence d'alternative crédible, reste l'espoir que les gouvernants feront « malgré tout » quelque chose pour en limiter les effets. La crise frappe aussi à un moment où le mouvement altermondialiste a du mal à reprendre l'initiative après l'envolée des premières années et se trouve confronté à des tensions politiques internes. Elle radicalise un secteur du mouvement altermondialiste qui comprend que si nous ne présentons pas une alternative anticapitaliste

maintenant, nous ne le ferons jamais. Elle modère en revanche d'autres courants qui reculent devant l'affrontement. Elle représente à la fois un défi à relever et une épreuve à passer pour le nouvel internationalisme.

La crise peut à la fois contribuer à dépasser et à accentuer les tensions politiques qui ont émergé au sein du mouvement altermondialiste sur la question du soutien à des gouvernement de centre gauche (Brésil de Lula, Italie de Prodi...) [10]. Les années 1965-1975 étaient « hyper politiques », avec des polémiques constantes sur la stratégie entre les composantes de la « nouvelle gauche » d'alors et avec les partis traditionnels. C'est un peu le contraire dans les années 1990-2000 : la « marginalisation » du politique a facilité l'unité d'un éventail de forces très large pendant les premières années de l'altermondialisme. Mais l'incapacité à débattre des choix politiques devient un problème quand les divergences sous-jacentes sont telles qu'elles mettent en danger le dynamisme du mouvement unitaire. L'ambiguïté des mots couvre alors l'ambiguïté des orientations. [11] La reconnaissance positive des diversités risque de céder la place aux communautarismes antagoniques. [12]

Chacun reconnaît aujourd'hui dans le processus des forums sociaux qu'il faut débattre de la « stratégie », mais certains voudraient le faire sans aborder la question des choix politiques centraux (comme la question de la participation aux gouvernements de centre gauche). C'est la quadrature du cercle.

Les mouvements internationalistes sont aujourd'hui à la recherche d'un second souffle. Ce second souffle est particulièrement nécessaire pour répondre à la crise capitaliste. Mais la relance des mobilisations n'est pas gagnée d'avance. Les luttes socio-politiques reprennent souvent dans un cadre national (une dimension régionale étant peut-être plus présente en Amérique latine) et non pas mondial. Or, le mouvement altermondialiste avait atteint depuis quelques années un palier. Il se heurte à des limites intrinsèques qu'il doit dépasser.

A la faveur de la baisse de régime des mouvements altermondialistes, les composantes les plus institutionnelles ou bureaucratiques ont repris en leur sein l'initiative : agences de financement, grosses ONG, sommets syndicaux et même Eglises... [13]. Si elles ont pu le faire, c'est parce qu'elles ont des moyens considérables (finances, appareil de permanents...), mais aussi parce que les composantes plus radicales sont en partie paralysées. Les divergences politiques sur la question de la participation à des gouvernements de centre gauche ont clivé les équipes d'animation des forums dans des pays clés comme le Brésil, l'Italie ou l'Inde. Le réseau des mouvements sociaux lui-même, où la CUT brésilienne jouait un rôle pivot, est en cause.

Je voudrais relever ici trois des difficultés auxquelles nous sommes confrontées, sans prétendre à l'exhaustivité.

1. Le dynamisme de l'altermondialisme tient pour une large part à sa capacité à rassembler tout un éventail de terrains de luttes dans un même espace militant. Mais cette convergence est incomplète. Le mouvement antiguerre manque de continuité et le peuple palestinien vit une tragique solitude. Le combat féministe n'est toujours pas intégré comme il le devrait dans l'ensemble des thématiques militantes. La solidarité envers les populations frappées par des catastrophes naturelles (d'origine humaine ou non) n'est pas pensée en termes politiques alors que cela devrait devenir un champ d'action durable. [14]

Quant à l'écologie, bien que présente dans les forums, elle reste marginale dans les mobilisations. La crise écologique est pourtant au cœur de l'actuelle crise capitaliste, devenue une véritable crise de civilisation. Il y a à cette intégration imparfaite bien des raisons. L'une d'elle est que le mariage du social et de l'écologique (comme du féminisme et de la lutte de classe) est porteur d'une dynamique

très radicale qui en fait hésiter plus d'un. Le développement d'un réseau écosocialiste et de campagnes « climat et justice sociale » devrait aider à surmonter cette faiblesse, mais le retard accumulé coûte cher.

2. Les sommets syndicaux, souvent très bureaucratique et fort peu radicaux, gardent le monopole de la visibilité internationale. Des centrales syndicales, des syndicats et des syndicalistes « combatifs » jouent pourtant un rôle important dans l'animation et le succès des forums et mobilisations, comme la KCTU, avec l'Association des paysans coréens (KPL), lors des manifestations de décembre 2005 à Hongkong contre l'OMC. Cependant, les liens internationaux qu'ils ont tissé les uns avec les autres restent fragmentés. De ce fait, ils pèsent beaucoup moins qu'ils ne le pourraient dans l'expression de la radicalité des luttes altermondialistes.

3. Presque tous les mouvements ont leur réseaux mondiaux (féministes, paysans, syndicats de salariés, social-démocratie, etc.) sauf... les partis de la gauche radicale, anticapitaliste. C'est un paradoxe saisissant puisqu'en principe ils devraient être les plus engagés dans l'internationalisme, les moins repliés sur le seul cadre national.

Des réseaux régionaux ont bien vu le jour comme Conférence des partis anticapitalistes en Europe ou Conférence de solidarité Asie-Pacifique (qui ne comprenait pas seulement des organisations politiques), mais ils ne sont pas aujourd'hui au mieux de leur forme.

Une première réunion d'un réseau international des partis radicaux a eu lieu en 2004, à l'occasion du Forum social mondial de Mumbai. Elle a suscité beaucoup d'enthousiasme, mais bien peu de résultats durables. Là encore, les raisons de cette situation sont multiples. Elle montre notamment que la nécessité de construire une internationale pour donner corps à l'internationalisme révolutionnaire ne fait pas partie d'une culture politique partagée. Cela peut se comprendre. L'Internationale socialiste est devenue un club de gouvernants. Avant d'être dissoute, la défunte Internationale communiste avait été transformée en instrument de la diplomatie russe. Les courants maoïstes des années 1970 n'ont pas construit d'internationale, Pékin ne le souhaitant pas.

Aujourd'hui, de petites internationales maoïstes ou trotskistes sont dirigées par des « partis guides » nationaux et opèrent comme des « fractions » - ce qui est une négation de l'internationalisme. Dans ce panorama assez délétère, la Quatrième Internationale fait heureusement exception, fonctionnant sur un mode démocratique. Cela lui a permis de renouveler plus que d'autres ses conceptions et de percevoir la nécessité de son propre dépassement dans un ensemble plus divers, large. [15] Mis elle est affaiblie sur le plan organisationnel : d'autres forces doivent se joindre à elle pour rendre possible la mise en œuvre de ce projet.

Vu le passif historique, le chemin vers une nouvelle internationale révolutionnaire, pluraliste, est encore long. Mais il devrait être possible de constituer des cadres internationaux permanents, souples, de collaboration entre partis radicaux qui permettent d'agir ensemble, d'échanger expériences et réflexion, de créer des liens de confiance. Ce serait déjà un important pas en avant.

Le besoin s'en fait sentir. On l'avait vu à Mumbai. On le voit aujourd'hui dans le cadre du Forum populaire Asie-Europe : un cycle de international discussion est engagé sur le thème des nouveaux « partis populaires » (une expression anglaise difficile à traduire : « people-centered parties ») et leurs rapports aux mouvements sociaux.

Les forums sociaux sont des espaces de convergences, de collectivisation de l'expérience, de mutualisation des initiatives, de synergies - ils peuvent être des cadres particulièrement riches de « front uni » et contribuer à formuler des alternatives partagées. Mais, même s'ils leur offrent un « point de rencontre », ces forums ne remplacent pas les réseaux internationaux. Chaque réseau

(paysan, écosocialiste...) ou chaque campagne (sécurité alimentaire, climat...) doit continuer à se construire sur le terrain qui lui est propre. C'est notamment vrai pour l'internationalisme politique, « partidaire ». Les partis concernés ne sauraient s'en remettre aux forums pour répondre à une tâche qui est la leur.

Le prochain grand rendez-vous militant international reste cependant celui du Forum social mondial de Belem (Brésil), fin janvier 2009. Ce sera la première réunion du FSM après l'éclatement de la crise financière. L'enjeu de Belem est donc particulièrement important. Mais une chose est certaine : l'altermondialisme ne peut pas continuer tel qu'il était la décennie passée. Sous peine de se déliter, il doit se transformer afin de faciliter l'expression d'une nouvelle radicalité internationaliste à même de répondre à la brutalité extrême de la crise capitaliste.

P.-S.

* Article écrit pour la revue Viento Sur numéro 100, décembre 2008.

Notes

[1] Voir Pierre Rousset, [Les guerres entre « Etats socialistes » : le conflit sino-indochinois de 1978-1979](#),

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article3291>.

[2] Michael Löwy, [L'urgence de l'internationalisme](#), *Rouge* du 8 juillet 1999.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2890>.

[3] Voir notamment Michael Löwy, [Etat-nation, nationalisme, globalisation, internationalisme](#), janvier 2001.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2315>.

[4] Pour une brève comparaison avec l'époque du *Manifeste communiste*, voir Daniel Bensaïd, [Internationalisme et altermondialisme](#), le *Magazine littéraire* n°7.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11545>.

[5] La place et l'orientation des mouvements de solidarité Indochine ont cependant beaucoup variés suivant les pays. Pour les Etats-Unis, voir notamment Max Elbaum, [68 made in USA - Des événements qui transformèrent les mouvements sociaux radicaux aux Etats-Unis](#), *Contretemps* n° 22.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11858>

Pour le cas français, marqué par une profonde césure en mai 68, voir Pierre Rousset, [La solidarité envers les luttes indochinoises dans la « France de 68 » : les années 1960-1970](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10123>.

[6] Ernesto « Che » Guevara, avril 1967, [Message à la Tricontinentale](#).

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article12159>.

[7] Voir Daniel Bensaïd et Willy Pelletier, [Dieu, que ces guerres sont saintes](#), tribune parue dans le quotidien français *Le Monde* du 21 novembre 2001.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2553>.

Voir aussi Jérôme Larché et Pierre Micheletti, [Le danger de lier l'humanitaire et le militaire](#), tribune parue dans *Libération* du 29 septembre 2008.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11533>.

[8] Collectif, [La crise financière mondiale : une opportunité historique pour le changement](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11812>.

[9] [Déclaration finale de la Conférence internationale d'économie politique : Réponses du Sud à la crise économique](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11732>.

[10] Avant la crise financière, le mouvement altermondialiste continuait à se développer de façon dynamique dans un certain nombre de pays. Mais, dans l'ensemble, il avait atteint un palier et avait du mal à trouver un second souffle. Il y avait plusieurs raisons à cette situation : il est difficile de maintenir longtemps un niveau très haut de mobilisation en n'obtenant pas de victoire décisive ; il n'était pas aisé de trouver des réponses unifiantes à des enjeux toujours plus élevés (alternatives à l'échelle de l'Union européenne, question du pouvoir en Amérique latine...), etc. Mais, sur le fond politique, des divergences nouvelles sont apparues avec après la victoire de Lula au Brésil en 2002. Des composantes du mouvement altermondialiste ont soutenu les gouvernements Lula, Prodi, etc., acceptant le principe d'une participation à des gouvernement de centre gauche - au nom, souvent, de la politique du « moindre mal » (Italie...). D'autres composantes ont affirmé leur indépendance et leur défiance par rapport à ces gouvernements qui poursuivaient des politiques néolibérales, se faisaient les porte-parole de l'agro-industrie (Brésil), appuyaient des interventions militaires impérialistes (Italie...). De telles divergences ne s'étaient pas manifestées aussi nettement durant les premières années du mouvement.

[11] Daniel Bensaïd, [Des mots et des choses : antilibéralisme... anticapitalisme...](#), 11 octobre 2007, revue *Mouvements*.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article9419>.

[12] Daniel Bensaïd, [Solidarité internationaliste contre escalade communautaire](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article1530>.

[13] Voir Pierre Rousset, 16 février 2008, [Contribution au débat sur le processus du FSM dans son étape actuelle](#).

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article9317>.

[14] Pierre Rousset, [Tsunami, Katrina, Cachemire : éléments de réflexion politiques sur une](#)

[succession de catastrophes naturelles.](#)

[http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article1745.](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article1745)

[15] Voir Michael Löwy, [Faut il une Cinquième Internationale ?](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article593>

et François Sabado, [NPA et nouvelle internationale](#)

[http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11264.](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11264)